



Revue de presse

01 juin 2016

Les quotidiens parus aujourd'hui ont porté l'attention sur divers sujets, dont les principaux se rapportent à la suite du « feuilleton » du sénateur Lylison René de Roland, au déplacement d'une délégation gouvernementale dans la Région Sud-ouest et aux différents mouvements de grèves syndicaux.

Politique interne

UN MANDAT D'ARRET CONTRE LE SENATEUR LYLISON RENE DE ROLLAND ?

« Sénateur Lylison, son mandat d'arrêt lancé hier » titre **Midi Madagasikara** sur sa Une. Le quotidien soutient dans ses colonnes qu'un mandat d'arrêt a été lancé contre le parlementaire MAPAR Lylison René de Roland et est, d'ailleurs, l'unique journal ayant publié cette information. Ainsi, la commission mixte en charge de son audition en a reçu la notification par le parquet hier. Par conséquent, la Section des recherches criminelles de la gendarmerie et la brigade criminelle de la police ont maintenant le feu vert pour procéder à sa recherche sur tout le territoire national et aboutir à son arrestation. Ce mandat est à priori la suite logique de la perquisition qui a eu lieu à son domicile la semaine dernière. Apparemment, Lylison René de Roland ne peut donc plus compter sur son immunité parlementaire. Qui plus est, le Président du Sénat a lui-même déclaré que si le flagrant délit est avéré, la poursuite juridique pourrait se tenir et ce, malgré la session parlementaire en cours. (p.2)

- Le sénateur Lylison René de Roland se cacherait-il dans une ambassade ou une représentation diplomatique? se demande **Tia Tanindrazana** sur sa Une. Tenant compte de la situation politique actuelle qui s'avère délicate, le journal estime que les choses vont s'empirer. Il s'interroge notamment sur le fait que le parlementaire ait disparu alors qu'aucun mandat, nécessaire à son interpellation, n'ait été émis par les autorités. Par ailleurs, les bruits courent qu'il se serait également réfugié dans un camp militaire tandis que d'autres rumeurs soutiennent qu'il se trouve actuellement dans la région Boeny. (p.3)

LE CHEF DE L'ETAT « CONTRE-ATTAQUE » ET ESSAIE DE RECONQUERIR LE PUBLIC

Une forte délégation, dirigée par le Président de la République, a effectué un déplacement dans la Région Sud-Ouest, dans la journée d'hier. L'inauguration d'un lycée agricole, d'un barrage sis dans la Commune de Bevoay, du pont de Befandriana-Sud ainsi que la célébration du « Santa-bary » - une festivité qui consiste à marquer l'arrivée des premières récoltes de riz - ont été à l'ordre du jour.

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



- *Procédant à une série d'inauguration dans la partie Sud de l'île, le Président Rajaonarimampianina n'a pas manqué de riposter contre les récentes attaques de politiciens de tout bord et ce, lors d'une tête à tête avec la presse en marge d'une inauguration à Tanandava. « Ceux qui affirment qu'il n'y a aucune réalisation ne voient probablement que ce qui se passe dans leur entourage. » a martelé le Chef de l'Etat. Et d'ajouter que « la Grande île n'a plus besoin de critiques stériles, en revanche une solidarité au service du développement est nécessaire. » Pour Hery Rajaonarimampianina, la confiance que les bailleurs de fond nous accordent est plus importante. D'autant plus que les infrastructures fraîchement inaugurées ont été réalisées grâce à un financement de la Banque Africaine de Développement (BAD). Ainsi, un climat d'apaisement et une stabilité sont nécessaires. (Midi Madagasikara p.3 ; Madagascar Matin p.2)*
- *A entendre les discours formulés à l'occasion de cette série d'inauguration dans la Région Sud-Ouest, il semble que les membres de l'Exécutif aient décidé de défendre le bilan du pouvoir et de répondre aux critiques proférées à leur endroit. En outre, le Président de la République a sollicité de la patience de la part de la population car le développement est un long processus qui nécessite du temps. (L'Express de Madagascar p.3)*
- *Une « opération de reconquête de l'opinion publique », c'est ainsi que Les Nouvelles qualifie le déplacement de la délégation gouvernementale dans le Sud de l'île. De l'avis du quotidien, le pouvoir en place tente réellement de redorer son image suite aux diverses critiques, revendications, contestations et interpellations émanant de toute part, notamment les demandes récurrentes d'élections anticipées. (p.3)*
- *Le Président Hery Rajaonarimampianina a eu une opportunité de confirmer son intérêt pour le développement agricole ainsi qu'à la politique de désenclavement. Son passage au Bas-Mangoky a d'ailleurs été marqué par la célébration du « Santabary ». (Madagascar Laza p.3 ; L'Observateur p.5)*

HCDDDED : FULGENCE RABETAFIKA ELU REPRESENTANT DE L'ASSEMBLEE NATIONALE

L'élection de celui qui représentera les parlementaires de Tsimbazaza au sein du Haut Conseil pour la Défense de la Démocratie et de l'Etat de Droit (HCDDDED) s'est déroulée hier. Soutenu par les députés HVM, le commissaire divisionnaire à la retraite, Fulgence Rabetafika a remporté le scrutin avec 44 voix contre 40 pour le candidat soutenu par le groupe parlementaire MAPAR : Haja Rakotosona. (Midi Madasikara p.3 ; Les Nouvelles p.2 ; La Vérité p.3 ; Madagascar Laza p.3)

- *Mis à part ces deux principaux candidats, seul un parmi les cinq restants a obtenu deux voix. Pour rappel, le représentant de la Chambre basse au sein du HCDDDED a déjà assuré la fonction de Conseiller auprès des Nations-Unies lors de l'opération de*

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:



Ce projet est financé par l'Union européenne



Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



maintien de paix en Côte d'Ivoire de 2011 à 2013. Il a également été à la tête du commissariat central de la Commune d'Antananarivo durant le régime Ratsiraka. (L'Express de Madagascar p.5 ; Madagascar Matin p.4)

Economie et société

TERRAIN MAGRO ANKORONDRANO : LE GROUPE TIKO ACCEPTE DE NEGOCIER

Le Directeur général du groupe Tiko, assisté par les avocats de l'entreprise, a convoqué la presse hier à l'Hôtel Colbert afin de communiquer sur la situation qui prévaut à Ankondrano. A titre de rappel, le Chef de l'Etat avait demandé, au sujet du litige foncier opposant la Chambre de Commerce et de l'Industrie d'Antananarivo et Tiko, à ce que ces derniers règlent leur « mésentente » entre eux. Mais apparemment, le problème n'est pas encore résolu jusqu'à présent, d'où la tenue de cette conférence de presse. A cette occasion, les avocats du groupe agroalimentaire ont soutenu qu'en principe, il devrait y avoir une ordonnance pour procéder à un scellage de terrain, ce qui n'est apparemment pas le cas. Ils ont également déclaré que le groupe a déjà versé un chèque d'un montant de 15 millions d'Ariary à titre de dommages et intérêts à la CCIA mais cette dernière a refusé de l'encaisser. Par ailleurs, deux lettres contradictoires émanant du ministère du Commerce mettent les responsables de Tiko dans la confusion. La première, émanant de l'ancien ministre du Commerce et de la Consommation Henri Rabesahala et datant du 16 février 2016, favorise la reprise des activités du groupe pour la relance économique du pays. La seconde, émanant de l'actuel ministre Armand Tazafy, émet des consignes à la CCIA pour qu'elle ne cède pas. Quoi qu'il en soit, le groupe Tiko a fait savoir à la presse qu'il est prêt à négocier. (Midi Madagasikara p.2 ; Madagascar Laza p.2 ; Tia Tanindrazana p.3)

- *Tiko cherche à « s'innocenter », estime Madagascar Matin. Après la déclaration de la CCIA décrivant la situation, le groupe a effectivement riposté. A cet effet, il se base surtout sur l'article 16 de la Feuille de route pour justifier son désir de rebâtir le Magro d'Ankondrano. De l'avis des responsables de l'entreprise de l'ancien Président Ravalomanana, ce litige se révèle purement politique et par conséquent, ne découle pas d'un différend par rapport à une résiliation de bail et un non-paiement d'arriérés. (p.2 ; L'Observateur p.6)*

DES FAUX DIPLOMES DECOUVERTS AU MINISTERE DE LA FONCTION PUBLIQUE

Lors d'une demande d'équivalence au ministère de la Fonction Publique, des faux diplômes ont encore été découverts par les responsables. Afin de repérer de telle falsification, le département ministériel a limité à 200 par jour le nombre de personnes pouvant déposer leurs dossiers. Cette mesure ne plaît certes pas à ceux qui viennent des localités en dehors de la capitale, étant donné le temps que prend la procédure mais pour l'instant, d'après les

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:



Ce projet est financé par l'Union européenne



Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



explications de Laza Rabary Razafimamonjy, Directeur Général au sein du ministère, ils ne peuvent encore décentraliser le service qui se charge de l'équivalence des diplômes car les outils de détection des faux sont uniquement disponibles au niveau central. L'origine de ces falsifications est encore inconnue et ce qui interpelle les responsables, c'est que la plupart des faux auraient été délivrés par des universités publiques. De leur côté, le président de l'Université d'Antananarivo, Panja Ramanoelina et le Directeur de l'Office du Baccalauréat ont tous deux certifié que les diplômes de l'université sont sécurisés donc impossibles d'être falsifiés. Le ministère de la Fonction Publique prévoit de dénoncer ces faux documents auprès du Bureau Indépendant anti-Corruption. (L'Express de Madagascar p.9)

REPRISE DE TRAVAIL POUR LES GREFFIERS A PARTIR DE LUNDI

Après des semaines, voire des mois de grève, les membres du syndicat des greffiers ont finalement décidé de retourner à leurs postes. Un vote a effectivement été effectué hier lors d'une Assemblée générale, pour décider de la suite du mouvement. Les syndicalistes ont néanmoins tenu à préciser qu'il s'agit d'une « trêve » afin de permettre à l'Etat de donner une réponse favorable à leurs revendications. Ils ont d'ailleurs reconnu que ce dernier a fait des efforts en ce sens. Ainsi, « tous les greffiers sans exception reprendront le travail dès lundi prochain. » a précisé l'ancien président du syndicat Nicolas Rabenandrasana. (Les Nouvelles p.3 ; Madagascar Laza p.2 – 14 ; Tia Tanindrazana p.6)

- Cette trêve durera deux mois, selon toujours l'ancien premier responsable du syndicat des greffiers. Trois sur les quatre revendications ont déjà été concrétisées. Le concours pour monter au grade de greffier en Chef a été accordé avec 42 nouveaux postes, les grévistes ont d'ailleurs demandé 250 postes de greffiers en Chef et l'Etat en donné 600. Ils ont aussi reçu une augmentation de 50 000 Ariary. (La Vérité p.7)
- Cette décision de trêve a provoqué l'indignation des simples citoyens, victimes de la paralysie de l'administration judiciaire. « Et il fallait faire tout cela pour en arriver là ! » s'insurge **Madagascar Matin**. Les greffiers sont conscients de leur importance dans le rouage de cette administration d'où leur intransigeance. Ils ont même confisqué des registres des tribunaux il y a quelques jours, juste pour une démonstration de force. (p.4)

SYNDICAT DES EMPLOYES D'AIR MADAGASCAR : LE SENAT ACCEPTE D'APPUYER LA REINTEGRATION DES QUATRE SYNDICALISTES

Des représentants du syndicat des employés d'Air Madagascar ont été reçus par le Sénat hier, au Palais de Verre d'Anosikely. Ayant assisté à la rencontre, leur avocat, maître Willy Razafinjatovo en est sorti satisfait. « Un problème facile à résoudre », dit-il devant la presse. D'après les informations recueillies sur place, les sénateurs ont manifesté leur volonté de vouloir aider les quatre employés à reprendre leurs postes. Le Président du Sénat, Honoré Rakotomanana a fait savoir, pour sa part, que la décision stipulant la réintégration de ces

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:



Ce projet est financé par l'Union européenne



INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



syndicalistes sera envoyée auprès de l'Exécutif pour son application. A ce propos, le « meneur » Rado Rabarinala a souligné qu'ils n'accepteront plus aucune excuse de la part de l'Etat. (La Vérité p.7 ; Madagascar Laza p.2 ; Tia Tanindrazana p.5)

Un peu d'humour



L'Express de Madagascar p.3

Responsables de l'Unité de Monitoring des Médias :

Tiaray RANDRIAMALALA: tiaray.randriamalala@eces.eu

Mirana RAZAFINDRAZAKA: mirana.razafindrazaka@eces.eu

Site web: www.incipals.eu

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:



Ce projet est financé par l'Union européenne